

L'équipement quitte le pays—Un convoi de camions chargés d'équipement de forage démonté franchissant la douane américaine à Coutts, à la frontière entre l'Alberta et le Montana, jeudi dernier. Il aura fallu 30 camions pour transporter cet équipement, propriété de Hi-Tower Drilling Ltd. d'Edmonton. D'autres installations prennent jusqu'à 60 camions. Une cinquantaine de ces installations ont passé par Coutts en direction des États-Unis depuis octobre dernier quand on a annoncé la politique énergétique fédérale.

Aujourd'hui le député d'Assiniboia nous a fourni d'autres données sur les effets dévastateurs de cet exode sur la Saskatchewan. La société Saskoil a demandé un permis de forage au Montana. A la lumière de ces événements, comment arriverons-nous à être autosuffisants? D'après moi, les libéraux maintiennent cette politique désastreuse parce qu'ils tentent de faire oublier leur déclaration ridicule de la récente campagne électorale, soit qu'ils fourniraient de l'essence à vil prix aux Canadiens. Je pense qu'ils feraient mieux d'abandonner cette idée d'essence bon marché et de dire la vérité à la population canadienne. Ils doivent dire aux Canadiens ce qu'il leur en coûte chaque jour pour importer le pétrole des pays de l'OPEP. Monsieur le président, j'ai soulevé ce point aujourd'hui, à la faveur d'une motion. Le pétrole importé des pays de l'OPEP nous coûte 12 millions de dollars par jour. Ces pays s'enrichiront et pourront donner du travail à toute leur population. Mais il n'en ira pas de même pour le Canada, monsieur le président.

J'aimerais maintenant lire un extrait d'une lettre signée par le président de la Hudson's Bay Oil and Gas Company Limited—et non pas d'une société africaine ou asiatique. On y lit ceci:

Depuis l'adoption du budget d'octobre et la présentation du programme énergétique national, la politique canadienne de l'énergie a fait l'objet d'un débat animé tant au Parlement que dans les milieux d'information. En tant que président d'une des plus grandes sociétés pétrolières du Canada, je suis parfaitement conscient de l'importance que représente, non seulement pour le secteur pétrolier, mais également pour le bien-être économique et social des Canadiens, une politique énergétique rentable pour le pays.

Il a joint à sa lettre une brochure dont je ne vous lirai que les passages les plus importants. A la page 5, on y lit notamment ceci:

Les mesures proposées dans le Programme énergétique national se traduiront en général par une réduction brutale des liquidités et des recettes de l'industrie.

Monsieur le président, avec une inflation qui dépasse les 10 p. 100, une entreprise a besoin de liquidités considérables, car elle ne peut fonctionner à moins.

On y lit encore ceci:

Toutes les prévisions de l'industrie, ainsi que les prévisions d'autres observateurs compétents indiquent que le cash flow de l'industrie sera réduit d'environ 30 p. 100 et ses recettes nettes d'environ 50 p. 100. Cette chute entraînera inévitablement un ralentissement appréciable des activités de prospection et d'exploitation dans l'Ouest du Canada. Elle aura également pour effet de compromettre sérieusement la capacité de l'industrie de prendre des risques et de financer les investissements massifs nécessaires à l'exploitation des sables bitumineux et des régions neuves.

Belle perspective pour l'autorisation prévue aux termes du Programme énergétique national et des dispositions du bill C-54.

On peut lire ceci à la page 6:

Bref, nous sommes convaincus que le fait d'exiger arbitrairement un taux donné de participation canadienne pour être admissible aux encouragements proposés, est non seulement tout à fait inutile mais pénalise injustement les nombreux Canadiens qui ont déjà des actions dans les entreprises. Sans compter que cela peut décourager les entreprises étrangères d'offrir des actions aux investisseurs canadiens si bien que cette mesure serait contraire à l'effet recherché, à savoir accroître la participation canadienne dans l'industrie pétrolière.

Impôt sur le revenu—Loi

Tout ce que le gouvernement a entrepris depuis qu'il est revenu au pouvoir se révèle improductif. Il n'a fait de progrès sur aucun front.

J'ai ici une lettre d'une petite entreprise canadienne, la Riley's Datashare International Ltd., dont le siège est à Calgary et qui essaie de survivre par tous les moyens. Voici ce qu'on lit dans cette lettre expédiée à tous les députés de notre parti:

Vous trouverez ci-joint un bilan provisoire exposant notre position à l'égard du Programme énergétique national.

La Riley's Datashare International est une maison qui offre des services informatiques aux sociétés pétrolières du monde entier depuis ses bureaux de Calgary et de Houston. Notre entreprise, qui est publique, appartient à plus de 1.300 actionnaires dont plus de 90 p. 100 sont domiciliés au Canada. Bien que notre personnel se limite à 200 employés, dont 140 travaillent au Canada, nous croyons représenter assez bien les nombreuses entreprises de services pétroliers qui seront gravement touchées par le Programme énergétique national.

Ce sont toutes les petites et les moyennes entreprises, voire même les multinationales qui seront affectées, malmenées par cette politique. Naturellement, nous en sommes en fin de compte les victimes nous aussi.

La lettre se termine ainsi:

A notre avis, le Programme doit être remanié de fond en comble. Il menace l'activité économique, ranime le régionalisme dans l'Ouest et, enfin, met en péril notre sécurité énergétique à long terme. Nous souhaitons donc ardemment qu'il soit modifié.

J'espère que dans un proche avenir le ministre des Finances ou le ministre de l'Énergie entreprendra de réviser ou simplement de supprimer le programme. Devant toutes ces protestations, ils ne peuvent pas poursuivre dans cette voie absurde. Leurs victimes ne racontent sûrement pas des histoires ni ne donnent de faux renseignements. Sinon, il faut les dénoncer tout de suite.

● (1700)

La Riley's nous envoie également une brochure. Voici ce qu'on y lit sous la rubrique «Programme énergétique national»: Le clou du deuxième trimestre a sans aucun doute été le Programme énergétique national du gouvernement fédéral de même que l'inaptitude manifeste des deux principaux paliers de gouvernement au Canada à s'entendre sur la fixation du prix du pétrole et sur le partage des recettes. L'industrie pétrolière s'oppose massivement et franchement au PEN à cause de ses répercussions sur elle-même et sur l'ensemble du pays. A notre avis, la faiblesse du Programme tient à plusieurs objectifs inconséquents:

Suit le détail des effets négatifs du Programme sur la société même. Voici ce qu'elle dit de l'objectif de l'autosuffisance:

Le gouvernement fédéral tient toujours à l'autosuffisance et, pourtant, le PEN a nettement pour effet de diminuer la capacité et la volonté de l'industrie d'y parvenir. En effet, le Programme contribuera à réduire les liquidités de l'industrie.

Suivent encore d'autres effets négatifs du Programme sur la société.

Ni le ministre des Finances, ni le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ne sont ici, mais le ministre d'État (Finances), lui, est présent. J'aimerais attirer votre attention sur le numéro du 12 janvier 1981 de la revue *Oilweek*. On y trouve, en effet, un long article dans lequel sont cités les déclarations et les commentaires de divers ministres provinciaux de même que de représentants de l'industrie. Les seuls commentaires favorables que j'aie pu y lire sont ceux des ministres de l'Énergie, des Mines et des Ressources, et des Affaires indiennes et du Nord canadien. Les 15 ou 20 autres déclarations sont extrêmement critiques du Programme énergétique national. Je pense que le ministre apprendrait bien des